

# “En fin d’année scolaire, on ne peut plus remplacer les instituteurs absents”

■ Les directeurs d’école peinent à trouver des intérimaires.

Dans deux semaines, des milliers d’enfants pourront mettre de côté leur cartable et profiter de leurs vacances d’été. Mais avant ce long répit, ils sont nombreux à devoir encore passer des examens, notamment le Certificat d’études de base (CEB) en 6<sup>e</sup> année primaire. Une période importante pour les enfants, les parents, mais aussi les enseignants et les directions d’école.

Bruxelles et le Brabant wallon

Or, en cette fin d’année scolaire, “il est très difficile de trou-

ver des intérimaires pour remplacer les professeurs absents”, rapporte Stéphane Vreux, président du Collège des directeurs de l’enseignement fondamental catholique. Un problème qui “touche surtout la région bruxelloise et le Brabant wallon”, mais qui n’est “pas typique de la fin de l’année scolaire” puisqu’il se manifeste déjà “dès janvier – en hiver, il y a plus d’enseignants absents pour cause de maladie – dans le Brabant wallon et, dès la Toussaint, à Bruxelles”.

Néanmoins, si pendant la période critique de l’hiver les écoles n’ont, en général, pas trop de difficultés à engager des intérimaires, “en fin d’année scolaire, il n’y a plus personne sur le marché”, se désole M. Vreux.

Pourquoi ? Selon le réseau dans lequel il souhaite travailler (Fédération Wallonie-Bruxelles, officiel subventionné ou libre subventionné), tout futur instituteur doit, au terme de ses études, entamer des démarches pour postuler auprès des pouvoirs organisateurs (PO) respectifs (ministère de la FWB, communes ou directeurs d’école) ou des fédérations de PO (CECP, Segec, Felsi).

“Les jeunes sur le carreau”

“Ces démarches permettent aux jeunes diplômés d’optimiser leurs chances d’être au moins dans les classeurs des écoles, qui feront appel à eux pour la rentrée scolaire ou des remplacements en cours d’année”, explique Lisa Salomonowicz, directrice générale des personnels de l’enseignement subventionné. “En

septembre, je reçois trois à cinq CV par jour, en un mois, j’en ai une centaine, mais je ne peux rien proposer”, témoigne Stéphane Vreux, qui est également directeur du collège du Biéreau à Ottignies-LLN. Pourquoi ? Parce qu’on connaît notre cadre, qu’il y a les priorités qui jouent par PO, par entité, etc. Les jeunes qui sortent de l’école normale restent donc sur le carreau.”

Conséquence ? Faute de trouver une place d’intérim en septembre-octobre, “ces jeunes cherchent un autre boulot dans le privé, l’administration, les banques... et quittent l’enseignement parce qu’ils ne sont pas stabilisés assez vite. Et on peut le comprendre”, commente M. Vreux.

Patience

Pourtant, poursuit-il, “ces jeunes vont avoir du boulot, mais il n’est pas certain qu’ils en auront le premier ou le deuxième mois qui suit la fin de leurs études. Après un ou deux mois, cela va venir, mais ce sera peut-être à coups de deux ou trois semaines d’intérim, puis un mois et puis, peu à peu, ils se feront une priorité. Ce qui est sûr, c’est que l’on demande des enseignants car il n’y en a pas assez.”

Aux jeunes enseignants donc de s’armer de (beaucoup de) patience et de persévérance. “Pendant deux ans au minimum, le jeune enseignant s’exerce comme temporaire et acquiert de l’ancienneté”, indique Lisa Salomonowicz. Ensuite, il devient

temporaire prioritaire. Si l’emploi dans lequel il se trouve est vacant (comme dans le cas où un professeur part à la retraite), alors il accède à la titularisa-

tion, donc la nomination. Tout cela prend du temps, ce qui est aussi une période pour se tester.”

C’est donc davantage au fil de l’année scolaire que les enseignants débutants trouvent une place comme intérimaire. Et “plus l’année avance, moins les gens sont disponibles sur le marché”, reprend M<sup>me</sup> Salomonowicz. De même, en période de pénurie en fin d’année, les gens sont peut-être plus regardants à prendre un intérim ou ont déjà quelques heures dans une école, difficiles à combiner avec des heures dans une autre école.”

“Un vrai problème”

Dans les classes, en tout cas, on s’organise pour que les enfants ne restent pas sans institu-

teur. “Heureusement, avec les cotitulariats et l’organisation interne – parfois c’est le directeur qui prend la classe –, on arrive à ce que les titulaires de classe soient quand même remplacés, s’exprime M. Vreux, mais c’est au détriment des cotitulariats et d’autres projets qu’on a mis en place. Parfois, on répartit les enfants, ce qui donne des classes de 25 à 30 élèves ! Des solutions, on en trouve, mais cela reste très délicat pour les compétences des élèves. C’est un vrai problème.”

Stéphanie Bocart

Épinglé

## Près d’un enseignant sur dix n’est pas présent en classe

**Indicateur.** Près d’un enseignant sur dix au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles (7 830 professeurs) n’est pas ou plus présent dans une classe, peut-on lire vendredi dans “l’Echo”. Ces enseignants sont soit en préretraite (67 %), soit en détachement (10 %), soit en maladie de longue durée (20 %). Une poignée d’entre eux (147) sont aussi déclarés en “disponibilité” par défaut d’emploi, détaille le quotidien. Au total, 95 547 équivalents temps plein exercent la profession d’enseignant dans la Fédération Wallonie-Bruxelles (hors universités). Un nombre qui ne cesse d’ailleurs de progresser. Depuis le début de la crise en 2007, on compte environ 2 500 enseignants de plus, ressort-il des nouveaux indicateurs chiffrés de la Fédération. Le personnel des universités a, quant à lui, progressé de 400 équivalents temps plein entre 2010 et 2012. (D’après Belga)